

**Convention collective**

IDCC : 8243. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES  
DU SECTEUR DE LA PRODUCTION DE CHAMPIGNONS  
(CENTRE)  
(26 mars 1986)**

(Etendue par arrêté du 23 juin 1986  
*Journal officiel* du 28 juin 1986)

**AVENANT N° 17 DU 2 AVRIL 2007 (1)**

NOR : *AGRS0797104M*  
IDCC : 8243

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles  
(FDSEA),

D'une part, et

La CGT ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Revalorisation des salaires minima au 1<sup>er</sup> avril 2007*

L'annexe I prévue à l'article 20 de la convention collective régionale du  
26 mars 1986 est modifiée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2007.

*(En euros.)*

CATÉGORIE	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
<b>Ouvriers</b>			
Ouvrier débutant	110	8,27	1 254,31
Ouvrier	111	8,29	1 257,34

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

CATÉGORIE	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
OS 1	112	8,30	1 258,86
OS 2	116	8,32	1 261,89
OQ	124	8,39	1 272,51
OHQ	132	8,67	1 314,98
Agent de contrôle	140	8,92	1 352,90
Agent technique	150	9,28	1 407,50
<b>Personnel d'encadrement</b>			
Cadre 3 <sup>e</sup> groupe	170	9,95	1 509,12
Cadre 3 <sup>e</sup> groupe	180	10,42	1 580,40
Cadre 2 <sup>e</sup> groupe	200	11,05	1 675,95
Cadre 2 <sup>e</sup> groupe	225	12,20	1 850,37
Cadre 1 <sup>er</sup> groupe	280	14,70	2 229,55

## Article 2

### *SMIC, garantie mensuelle de rémunération*

En vertu des articles L. 141-1 à L. 141-9 du code du travail, aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.

Pour les entreprises ayant réduit le temps de travail à l'occasion du passage aux 35 heures par semaine, les dispositions relatives à la garantie mensuelle de rémunération (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 modifié par la loi n° 2003-47 du 17 janvier 2003 ; article 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981) doivent être prises en compte lors de la détermination de la rémunération mensuelle.

## Article 3

### *Dépôt légal. – Extension*

Les parties demandant l'extension du présent avenant qui est remis à chacune des parties présentes et qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Loir-et-Cher, 34, avenue Maunoury, 41011 Blois Cedex.

Fait à Blois, le 2 avril 2007.

(Suivent les signatures.)